

Exercice
2010



Rapport annuel du réseau des Banques Alimentaires



**Ensemble, aidons
l'homme à se restaurer**



Banques Alimentaires

Sommaire

LE CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN 2010

La crise économique pèse sur la société.....	4
Le profil des bénéficiaires se diversifie.....	5
L'alimentation devient un enjeu de société.....	6

QUELS SONT LES OBJECTIFS DES BANQUES ALIMENTAIRES ?

Collecter plus et mieux.....	7
Distribuer et accompagner en liaison avec les associations.....	11
Apporter leur contribution au travail d'inclusion sociale des associations partenaires.....	16
Lutter contre le gaspillage et être acteur d'une politique de développement durable.....	18

EN 2010, DES COMPÉTENCES RENFORCÉES

L'informatique.....	19
La logistique.....	20
La communication.....	21
Les ressources humaines.....	22

DES INITIATIVES ORIGINALES

Pour participer à la réflexion sur la pauvreté.....	24
Pour récolter plus de denrées.....	25
Pour financer plus de projets.....	26

LE DÉVELOPPEMENT DU MÉCÉNAT

Des liens noués entre les Banques Alimentaires et des acteurs locaux.....	27
Des conventions signées entre la FFBA et des entreprises mécènes.....	28

ANNEXE FINANCIÈRE.....

30



10 ans de « croissance solidaire »

Dix ans déjà ! Ce siècle a dix ans et rien ne change vraiment : le nombre des personnes en situation de précarité se maintient à un niveau élevé, avec un impact prononcé des accidents de la vie, en particulier des séparations familiales. Depuis 10 ans, les bénévoles des Banques Alimentaires ne chôment pas et leur nombre a presque doublé.

Les quantités de denrées alimentaires récupérées, ajoutées à celles en provenance de l'Europe et de l'État ont augmenté de 63 %, les surfaces de stockage de 40 %, les quantités remises aux associations partenaires sont passées de 6 kg par personne et par mois à 10 kg par personne et par mois. Tout ce travail ne s'exprime pas seulement en quantité de denrées, un immense travail se déploie aussi dans les ateliers cuisine – quasi inexistant il y a dix ans – où le nombre de participants a augmenté de 35 % cette année avec 11 000 participants.

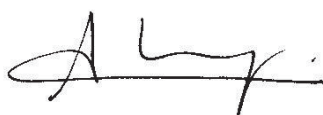
Rien ne décourage nos équipes. Grâce au Programme de relance de l'économie, elles ont pu moderniser et accroître la taille de leurs installations, mais elles sont aussi confrontées à des normes publiques de plus en plus contraignantes. Aussi doivent-elles trouver, dans des conditions difficiles, des financements supplémentaires pour couvrir leurs frais de fonctionnement, certes minimes, mais néanmoins en augmentation.

Producteurs agricoles, industrie agroalimentaire, grande distribution, Europe, État, grands réseaux associatifs, CCAS et associations locales, grand public : pour tous, les Banques Alimentaires sont un maillon essentiel d'une longue chaîne de solidarité avec les personnes en situation de précarité. Encore faut-il mesurer l'ampleur du travail quotidien !

Le modèle des Banques Alimentaires est un des plus efficaces dans l'utilisation des deniers publics et des dons privés pour une cause humanitaire. Il permet en outre d'apporter une contribution non négligeable à la lutte contre le gaspillage et à la protection de l'environnement. Ce deuxième rapport annuel tente d'en témoigner. A sa lecture, on mesure que 2010 restera l'année d'une mutation profonde dans les moyens et les méthodes de travail pour répondre à une exigence légitime de qualité du service rendu.

Bonne lecture.

Alain Seugé



Alain Seugé

Président de la Fédération
Française des
Banques Alimentaires

En 10 ans :

- Le nombre de bénévoles a doublé
- +63 % de quantités de denrées alimentaires récupérées
- +40 % de surface de stockage
- La quantité de denrées alimentaires distribuées aux associations est passée de : **6 kg par personne et par mois à 10 kg par personne et par mois.**



LE CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN 2010

Le parlement européen et le conseil de l'Union Européenne (U.E) ont décrété 2010 « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ». En France, **3 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire en 2010**, mais **8 millions vivent actuellement sous le seuil de pauvreté**. Les Banques Alimentaires ont le devoir d'apporter une réponse encore plus large aux besoins de cette population dont le nombre ne fléchit pas.

La crise économique pèse sur la société

La crise fragilise une partie de la société française et les Travaux 2009/2010 de l'ONPES⁽¹⁾ font un triple constat :

- L'irréversibilité de la **pauvreté** de personnes exclues et souvent « **invisibles** » aux yeux de la statistique publique : ce sont des personnes généralement sans logement, sans emploi, sans ressources, sans lien familial qui n'ont plus recours aux soins médicaux.
- L'intensification de la **pauvreté des personnes précaires** : ces travailleurs précaires (interim, CDD, chômage...) risquent de se surendetter et de basculer dans l'exclusion.
- L'**extension de la pauvreté aux premières franges de la classe moyenne** : malgré des emplois stables, certains peuvent basculer vers la précarité au moindre accident de la vie : séparation, perte d'emploi, maladie.

Cette évolution est préoccupante car, au même moment, on assiste à une sévère augmentation des dépenses contraintes : les dépenses liées au logement et aux charges représentent 25% du budget des ménages les plus modestes et celles d'énergie représentent 15%. Le budget restant diminue pour tous, mais c'est sur les ménages les plus pauvres, souvent touchés aussi par le surendettement, que cette évolution pèse le plus fortement : selon Futuribles International, de 2001 à 2006, les dépenses pré-engagées ont augmenté de plus de 40% pour les 20% des ménages

13% de la population vit actuellement en-dessous du seuil de pauvreté,
c'est-à-dire sous les 60% de la médiane des revenus en France.

Soit, moins de **950 €** par mois pour une personne seule,
moins de **2000 €** par mois pour un couple avec 2 enfants

les plus pauvres. Le 1^{er} baromètre social du Crédoc de décembre 2008 constate que, lorsqu'ils ont payé toutes leurs dépenses fixes, 56% des ménages pauvres ne disposent plus que de 250 euros par mois pour vivre ; pour 15% d'entre eux, le résultat est même négatif puisqu'ils doivent s'endetter chaque mois un peu plus pour faire face à leurs dépenses courantes ; ainsi, 66% de ces ménages pauvres se restreignent sur les dépenses d'alimentation, ce qui rend de plus en plus nécessaire le recours à l'aide alimentaire : elle n'est plus seulement une aide d'urgence mais elle devient une aide budgétaire en nature indispensable.

(1) ONPES : Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale.

Le profil des bénéficiaires se diversifie

Les Travaux 2009/2010 de l'ONPES évoquent la diversification des bénéficiaires de l'aide alimentaire :

LES GRANDS TYPES DE PUBLICS REPÉRÉS EN 2010



Des personnes en logement stable, se restreignant sur les vêtements, la santé, l'alimentation pour conserver leur logement. Elles apparaissent dans les structures de lutte contre la grande pauvreté pour des besoins alimentaires et vestimentaires.

Des ressources financières insuffisantes

23%

Des actifs en difficulté

20%

Des salariés
à faibles ressources
(les travailleurs pauvres)

Des retraités

Des intérimaires,
des personnes
en emplois précaires

Des personnes
ayant perdu leur emploi
(parfois des cadres)



Des personnes souvent sans logement ou en hébergement. La crise économique engendre une perte d'espoir.

Des migrants en difficulté d'intégration

12%

Des jeunes en rupture familiale

18%

Des personnes en souffrance

15%

Des immigrants
des pays de l'Est,
des Roms, des
réfugiés politiques
(Irak, Afghanistan,
etc.)

Femmes seules
avec enfant, avec
des difficultés
éducatives,
des décalages
culturels

Des jeunes
mineurs

Des jeunes
en errance

Des difficultés
psychologiques,
des problèmes
d'addiction

Des situations
de mal-être

Des problèmes
de santé
physique

Les Banques Alimentaires ont contribué à la connaissance macro-économique des populations pauvres avec **2 opérations en 2010** :

- l'enquête confiée à l'institut **CSA** sur la précarité et les bénéficiaires de l'aide alimentaire,
- le colloque organisé en décembre et **co-animé par l'association de prospective Futuribles international** sur le thème : « **demain, une aide alimentaire pour les classes moyennes ?** », avec les interventions de J. Damon, professeur associé à Sciences-Po et F. de Jouvanel, prospectiviste à Futuribles.



L'aide alimentaire est vitale pour les individus en grande précarité : les personnes Sans Domicile Fixe ou en errance, les jeunes en rupture familiale, les migrants...

Mais ce schéma confirme aussi l'émergence de personnes qui bénéficient d'un revenu régulier sans réussir à boucler leurs budgets :

- 15 % des bénéficiaires de l'aide alimentaire ont un emploi : parmi eux, 37 % bénéficient d'un CDI et les emplois précaires (CDD, temps partiels, intérim...) sont en augmentation ; 14% seulement ont un travail à temps plein et 86 % à temps partiel ; enfin, 85% ont un revenu inférieur à 1 500 euros par foyer.
- 11 % sont des retraités et leur nombre ne peut qu'augmenter du fait de l'allongement de la durée de la vie et de l'augmentation des dépenses de santé liées à l'âge.

- Les familles monoparentales sont également fortement présentes (leur nombre a doublé en quatre ans) : la première cause d'aggravation de la situation évoquée par les bénéficiaires est le divorce ou la séparation pour 29 %, avant la perte d'emploi pour 26 % et la maladie pour 17 %.
- Un autre sujet de préoccupation est le pourcentage de bénéficiaires avec enfants : 53 % et, parmi eux, 60 % ont des enfants de moins de 3 ans.

L'enquête CSA a révélé que parmi les personnes accueillies :

- 15% ont un emploi
- 11% sont des retraités
- 53% ont des enfants



L'alimentation devient un enjeu de société

2,5 % des Français âgés de 25 à 75 ans déclarent ne pas avoir assez à manger souvent ou parfois (*insécurité alimentaire quantitative*) et près de 40 % disent avoir assez à manger mais pas toujours les aliments qu'ils souhaiteraient (*insécurité alimentaire qualitative*)

La loi de modernisation, de l'agriculture et de la pêche, adoptée en juillet 2010, a mis l'accent sur la politique publique de l'alimentation et a lancé en décembre 2010 le **PNA, Programme National pour l'Alimentation** qui s'intéresse à l'aide alimentaire. En raison de l'éclatement des familles, des horaires décalés, des restrictions de budget, le modèle des repas structurés a tendance à s'affaiblir ; l'objectif est « d'assurer une alimentation à la fois sûre, saine, équilibrée et de qualité, accessible à tous et produite dans des conditions respectueuses de l'environnement ».

L'État souhaite donc intervenir comme facilitateur et catalyseur des initiatives de l'ensemble des partenaires impliqués : services de l'État, collectivités territoriales, secteur agro-alimentaire, fédérations professionnelles, associations, organisations caritatives, professionnels de santé, sociologues...



Les principales pistes pour améliorer l'aide alimentaire sont citées dans ce plan :

- la réorganisation de l'aide alimentaire grâce à la remontée d'indicateurs socio-économiques,
- l'accompagnement pour améliorer l'équilibre nutritionnel, créer du lien social, engager les bénéficiaires dans une démarche d'insertion, développer les jardins familiaux,
- l'organisation d'une distribution assurée toute l'année et sur tout le territoire grâce aux progrès du travail informatique et logistique, au soutien apporté par les entreprises de transport et de stockage et à une meilleure connaissance des associations à soutenir,
- l'encouragement des initiatives alliant lutte contre le gaspillage alimentaire et aide aux personnes démunies, en développant les chantiers d'insertion qui récupèrent les invendus, les transforment et les livrent à des associations caritatives, comme les récupérations de fruits et légumes présents sur les MIN, Marchés d'Intérêt National,
- la mise en place d'une bourse internet des offres et demandes de dons de denrées,
- la création de Pôles de solidarité régionaux de récupération des produits de retrait et invendus.

Cette approche multidimensionnelle de l'alimentation est depuis longtemps celle des Banques Alimentaires qui sont ainsi confortées dans leur démarche correspondant pleinement aux perspectives de ce PNA.



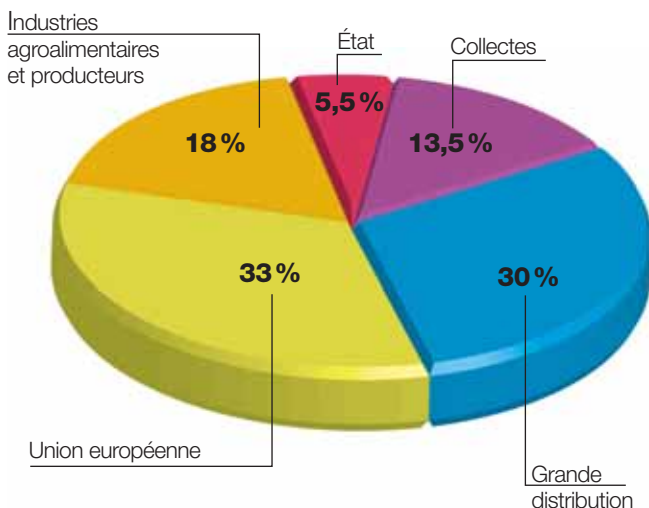
QUELS SONT LES OBJECTIFS DES BANQUES ALIMENTAIRES ?

Face au paradoxe que constitue la présence en France d'une offre alimentaire suffisante en quantité et en qualité et celle de personnes en insécurité alimentaire, les Banques Alimentaires ont un rôle central : elles sont le maillon entre les institutions, les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces), les IAA (Industrie Agro-Alimentaire), les donateurs et les associations partenaires qui redistribuent l'aide alimentaire aux bénéficiaires.

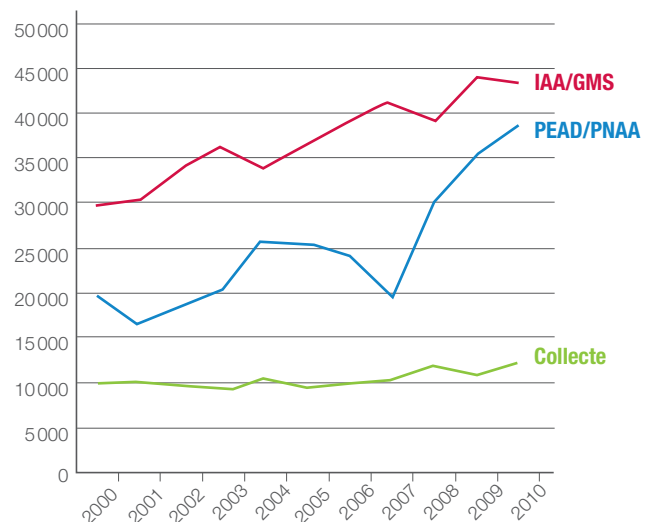
Collecter plus et mieux

En 2010, les Banques Alimentaires ont collecté 98 780 tonnes de nourriture, soit une augmentation de 6,6% par rapport à 2009, auprès de différents circuits :

ORIGINE DES DENRÉES COLLECTÉES EN 2010



ÉVOLUTION SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



Denrées fournies par les IAA et les GMS, par le PEAD et le PNAA, par la collecte nationale.

- L'UE avec le **PEAD, le Programme Européen d'Aide aux plus Démunis, alloue des matières premières agricoles excédentaires** ; c'est une aide importante : **32 986 tonnes en 2010**. Toutefois, des retards de livraison ont entraîné des ruptures de stocks, puis des surcoûts dus au stockage nécessaire en cas de livraisons trop rapprochées ; de plus, certaines menaces pèsent actuellement sur ce programme avec la réforme de la politique agricole commune en débat.
- Le **PNAA, le Plan National d'Aide Alimentaire**, a pour vocation de venir compléter le PEAD sur des lignes de produits insuffisamment couvertes : viande, poisson, légumes et fruits ; cet apport est de **5 523 tonnes pour 2010**.
- Les **GMS** permettent des **récoltes journalières de produits frais, de fruits et de légumes auprès de 1 290 magasins**, dont la plupart appartiennent à de grandes enseignes : Carrefour, Leclerc, Auchan, Casino, Metro, Système U, Intermarché, Cora et auprès d'autres enseignes plus petites ; elles offrent ainsi des produits avec des défauts d'emballage ou d'étiquetage et des produits aux Dates Limites de Consommation courtes et ont permis de récolter **27 500 tonnes en 2010** ; les Banques Alimentaires prospectent localement et parfois les contacts noués sur le terrain peuvent être relayés par les sièges sociaux en contact avec le siège de la FFBA.



En chiffres

La récolte quotidienne auprès des GMS :

- **Nombre de magasins collectés : 1 290**
soit **+18%** par rapport à 2009
- **Quantités récoltées : 27 500 tonnes**
soit **+12%** par rapport à 2009

- L'**industrie agro-alimentaire** offre régulièrement des denrées aux Banques Alimentaires. Elles peuvent compter sur une multitude de petites entreprises régionales mais aussi sur une trentaine d'industriels de stature nationale, en particulier : Yoplait, Novandie, Nestlé, Danone, Bonduelle, Lactalis, William Saurin, Candia... , **ainsi que sur les agriculteurs et les coopératives agricoles** qui fournissent aussi leur aide, en particulier avec la politique de retrait. **En 2010, les IAA et les producteurs ont offert 15 520 tonnes de denrées aux Banques Alimentaires.**



LES COLLECTES AUPRÈS

Il s'agit de la **collecte nationale de fin novembre et d'autres collectes au printemps selon les besoins des Banques Alimentaires**. La collecte nationale, annoncée par des campagnes d'affichage, des interventions dans les radios ou les TV, des articles dans la presse, est un moment fort pour les enseignes qui se mobilisent dans les sièges sociaux et dans les magasins, pour les salariés et les bénévoles des Banques Alimentaires et pour tous les particuliers qui unissent leurs efforts : **en 2010, 95 000 bénévoles ont assuré une permanence dans environ 9 000 points de vente et ont collecté 12 710 tonnes de denrées, l'équivalent de 25 millions de repas, soit une augmentation de 10% par rapport à 2009 ; avec les autres collectes de 2010, les quantités récoltées ont atteint 17 252 tonnes.**

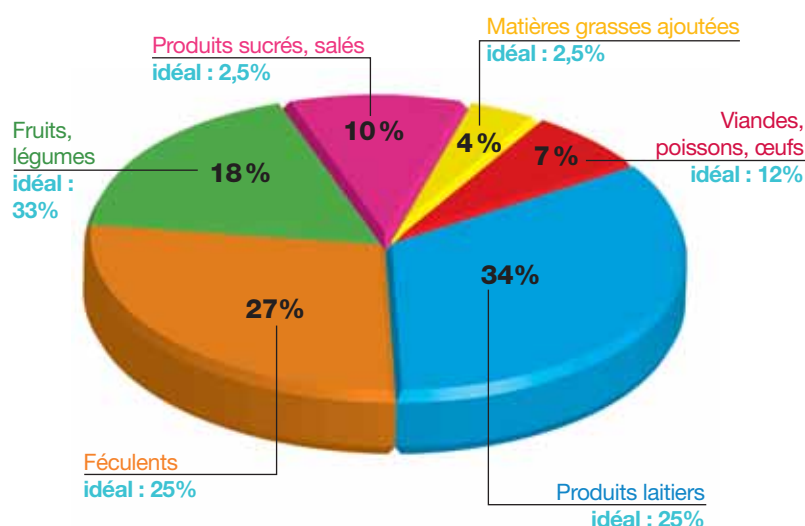
Les Banques Alimentaires se soucient de la quantité mais aussi de la qualité des denrées récoltées

L'analyse de la distribution

Les Banques Alimentaires visent l'équilibre nutritionnel des repas des bénéficiaires dont la mauvaise alimentation entraîne souvent surpoids et maladies (diabète, cholestérol,...). En effet, quand, dans une famille, le budget réservé à l'alimentation est restreint, ce sont les denrées bon marché et aux qualités nutritionnelles peu intéressantes qui sont privilégiées.

Pour y remédier, en accord avec les recommandations du P.N.N.S. (Plan National Nutrition Santé), les Banques Alimentaires mettent à disposition des associations un diagramme : le « camembert » indiquant la répartition idéale des différentes familles de produits à consommer. Chaque Banque Alimentaire essaie de s'en rapprocher grâce à ses approvisionnements.

DIAGRAMME COMPARATIF DES DENRÉES DISTRIBUÉES PAR L'ENSEMBLE DES BANQUES ALIMENTAIRES ET DE LA DISTRIBUTION IDÉALE



DU GRAND PUBLIC



LES BANQUES ALIMENTAIRES COLLECTENT
LES 26 ET 27 NOVEMBRE,
DONNEZ.

En chiffres

- **95 000** bénévoles dans **9 000** points de vente
- **12 710** tonnes de denrées collectées, l'équivalent de **25 millions** de repas
- Soit une augmentation de **+10%** par rapport à 2009



Actions mises en place pour améliorer la qualité des approvisionnements :

- La FFBA tente d'influer sur le choix des produits fournis par le PEAD et le PNAA.
- **Un équivalent en denrées alimentaires de 2 millions d'euros provenant du PNAA a été livré en 2010 aux Banques Alimentaires en déficit de produits protidiques, de fruits et légumes frais**, permettant ainsi une amélioration de leur « camembert ».
- La FFBA est agréée par France Agrimer pour bénéficier de la procédure de retrait et non récolte en cas de surproduction et l'OP, l'**Organisation des Producteurs, a fourni gratuitement** aux Banques Alimentaires **698 tonnes de fruits, 952 tonnes de légumes et 80 tonnes de poissons frais en 2010** : ainsi, la Banque Alimentaire d'Angers a bénéficié de 700 tonnes de pommes de retrait, qu'elle a redistribuées à 31 Banques Alimentaires et à des plates-formes du Secours Populaire dans les régions Nord, Centre et Nord Est.
- **Grâce aux récoltes journalières, les Banques Alimentaires peuvent proposer des fruits et légumes frais** : chaque matin, dès l'ouverture des GMS, les Banques Alimentaires envoient leurs équipes récupérer ces produits fragiles ; ils sont aussitôt triés et préparés pour être redistribués le jour même aux associations.
- Avec les GMS, d'autres opérations sont menées : ainsi **73 magasins Auchan ont joué « la fraîche attitude » et ont fourni 100 tonnes de fruits et légumes à 30 Banques Alimentaires** les 3 et 4 juin 2010.
- Enfin, la **collecte nationale permet d'aller chercher des produits différents, à longues dates de péremption et rarement obtenus des GMS et des IAA : l'huile, les conserves de viande et de poisson, produits dont le prix décourage les plus démunis.**



Distribuer et accompagner en liaison avec les associations

La particularité des Banques Alimentaires est d'assurer la distribution aux associations **tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire** ; ce sont les associations qui redistribuent l'aide alimentaire aux bénéficiaires : elles constituent un maillon incontournable de la chaîne solidaire et travaillent en collaboration étroite avec les Banques Alimentaires pour s'approvisionner et former leurs bénévoles.

Les associations

Le nouveau logo «partenaire des Banques Alimentaires», est le symbole de la coopération entre les Banques Alimentaires et les **5011 associations et CCAS** : les Banques Alimentaires rendent visite à leurs associations partenaires pour mieux les connaître et ensemble elles réfléchissent à leurs besoins, à leurs pratiques, à leurs projets ainsi qu'aux ajustements nécessaires ; de plus, une fois par an, les Banques Alimentaires organisent une réunion avec toutes leurs associations : c'est l'occasion d'échanger les informations, les expériences de chaque structure et de renforcer les liens du réseau ; ce travail d'équipe est caution de la qualité de la sécurité alimentaire et de l'écoute nécessaire à un bon fonctionnement.



En 2010, les Banques Alimentaires ont distribué aux associations **92 500 tonnes de denrées alimentaires**

soit l'équivalent de **185 millions de repas** dont la valeur commerciale peut être estimée à **291 millions d'euros**

Les Banques Alimentaires et les associations signent une **convention** dans le souci de **mieux travailler ensemble et de mieux partager les responsabilités** : les associations versent une participation de solidarité aux Banques Alimentaires qui s'efforcent de leur fournir une aide alimentaire équilibrée et régulière en toute sécurité et de la partager équitablement ; cet apport permet de couvrir un peu plus d'un tiers des frais de fonctionnement des Banques Alimentaires ; il représente environ 2,6% de la valeur marchande des denrées distribuées aux associations.



	2009	2010
Associations	4 854	5 011
dont CCAS ou CIAS	995	1 117
Bénéficiaires	737 173	738 621

En chiffres

Quantités distribuées en 2010 aux grands réseaux associatifs :

- Croix Rouge : **12 955 tonnes**
- CCAS : **9 322 tonnes**
- Société/Conférence St Vincent de Paul : **5 190 tonnes**
- Secours Catholique : **3 226 tonnes**
- Entraide Protestante : **1 760 tonnes**
- Équipes St Vincent de Paul : **1 218 tonnes**
- Emmaüs : **1 205 tonnes**
- Armée du Salut : **577 tonnes**



La distribution

Pour une distribution quotidienne efficace et sûre, les Banques Alimentaires doivent d'abord organiser le tri des denrées récoltées, puis leur stockage dans les entrepôts, les chambres froides positives ou négatives ; une attention particulière est portée à la mise en place d'espaces à température contrôlée, qui permettent de trier les produits frais dans des conditions de température n'entraînant pas la détérioration des denrées.

Une distribution efficace

Les associations transmettent régulièrement à chaque Banque Alimentaire le nombre de personnes accueillies, leurs besoins, et leurs modes de distribution : colis, repas, épiceries sociales ; **lorsque les associations viennent chercher les denrées, les produits demandés sont préparés et conditionnés sur des palettes pour être emportés le plus rapidement possible, en toute sécurité, et être au même moment enregistrés ; les fruits et légumes frais, les viandes et laitages, récupérés le matin même, sont ajoutés aux lots, ce qui nécessite beaucoup de coordination et de réactivité de la part des équipes ;**



Si les associations viennent généralement chercher les denrées dans les entrepôts des Banques Alimentaires qui s'assurent qu'elles arrivent dans les meilleures conditions aux bénéficiaires, les **Banques Alimentaires peuvent parfois livrer les denrées aux associations** : ainsi, cette année, la Banque Alimentaire du Morbihan a dû assurer elle-même la distribution mensuelle aux CCAS des environs de Lorient ; quand le financement public le permet, **les Banques Alimentaires s'efforcent d'apporter elles-mêmes le plus possible de produits frais aux associations plus éloignées ou ne disposant pas de camions frigorifiques** ; l'été, pour continuer à satisfaire les associations, les Banques Alimentaires peuvent exceptionnellement créer des points de distribution directe aux personnes, comme le font, par exemple, les Banques Alimentaires de la Gironde et de la Loire-Atlantique.

(2) RHYSA : Responsable d'Hygiène et de Sécurité Alimentaire

(3) GBPH : Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène

(4) Direction Générale de l'Alimentation



Une distribution sûre

Pour assurer la sécurité des opérations de stockage, de gestion des entrées de produits, de distribution, de traçabilité, le manuel RHYSA⁽²⁾ a été mis en ligne : en 2010, la FFBA a assuré de façon centralisée la formation de **40 responsables RHYSA** au cours d'un stage d'une durée de 5 jours en 2 sessions, et délivré une attestation de compétence ; **la présence d'au moins un responsable RHYSA par Banque Alimentaire est imposée** ; de plus, un réseau de dix formateurs rend visite aux Banques Alimentaires et aux associations pour que chacun analyse ses pratiques et que tous deviennent acteurs de la sécurité des aliments ; le guide GBPH⁽³⁾, élaboré sous la direction de la DGAL⁽⁴⁾, sera bientôt mis à disposition de chacun et proposera 27 fiches techniques.

La sécurité à l'intérieur des entrepôts est aussi une préoccupation pour les Banques Alimentaires dont certaines ont travaillé pour rédiger le « Document Unique d'évaluation des risques » : il propose et met en place des opérations de prévention des risques encourus par ceux qui travaillent dans les entrepôts ; à Lyon, cette opération a été menée avec le soutien méthodologique de l'ECTI (association de professionnels bénévoles).

Hygiène et sécurité alimentaire

En 2010 :

■ **40 bénévoles** ont suivi la formation centralisée

■ **2 690 personnes**

dont 737 appartenant à des associations ont suivi la formation autour du thème

« **tous acteurs de la sécurité alimentaire** »



L'accompagnement

Des modes de distribution appropriés : colis, repas, épiceries sociales

- **Les colis parent au plus urgent** : c'est souvent le début d'un contact avec les personnes les plus démunies et déjà un début d'insertion puisqu'il faut respecter les horaires de la distribution ; les associations peuvent ensuite orienter ces bénéficiaires vers les structures adaptées ; cette étape est importante et un effort est fait pour diversifier le contenu des colis.
- **Les repas partagés sont une belle source de convivialité : les bénéficiaires redécouvrent ainsi des règles de vie.** Pour ceux qui ont perdu l'habitude de se nourrir correctement, il est important d'être accompagnés pour réapprendre à préparer un vrai repas, à s'asseoir à heures fixes et à partager ce moment de restauration avec d'autres ; les associations leur proposent des fiches-recettes pour cuisiner les produits distribués par les Banques Alimentaires et organisent des repas pour diverses occasions.
- **Les épiceries sociales** proposent l'achat de denrées à des bénéficiaires peu solvables (la personne accueillie ne doit pas payer plus de 10% du prix du produit, lorsque celui-ci provient d'une Banque Alimentaire), et s'investissent aussi dans cette mission d'accompagnement. Les bénéficiaires qui participent à l'achat de la nourriture sont ainsi sensibilisés à la valeur des aliments, à la nécessité d'éviter le gaspillage, et à la contrainte de hiérarchiser leurs dé-



penses ; cet apprentissage est un levier pour apprendre à gérer son budget global. L'absence de gratuité et la liberté de choix mettent la personne dans une situation de non-dépendance ; elle peut ainsi se sentir plus autonome et digne en restant consommatrice et en s'associant à une attitude civique soucieuse du développement durable. Les Banques Alimentaires sont associées aujourd'hui à **plus de 350 épiceries sociales** dont le nombre est amené à progresser car elles accueillent de nouvelles catégories de bénéficiaires : outre ceux qui apprennent ainsi à gérer un budget, elles voient désormais venir aussi des personnes qui ont simplement besoin d'une aide budgétaire. C'est également un moment d'échanges où d'autres sujets peuvent être abordés.

Des formations à l'écoute et à l'accompagnement

Environ 380 personnes dans 140 associations y ont participé en 2010 : elles ont pu s'interroger et réfléchir à la relation aux bénéficiaires, repérer les attitudes d'aide, comprendre les problèmes et les effets bénéfiques de l'accompagnement.

Témoignages de bénévoles



“ Pour ceux qui viennent au repas préparé, le but, c’est en priorité de les nourrir... On leur donne à manger, et puis on discute avec eux. On est peut-être les seules personnes qu’ils vont rencontrer dans la journée, alors on discute... On se sert aussi de ce relais, de la nourriture, on nourrit, on restaure, mais également par la parole, on va donner des conseils, on va mettre en relation...”

“ Il y a vraiment l’idée de responsabilité qui est au cœur des valeurs de l’épicerie, de même que l’investissement des personnes et l’entraide... ; Par exemple, demain on reçoit un camion de marchandises et les messieurs sont invités à venir nous aider à décharger. Avant, on fait un repas pour la convivialité ; Les dames, elles sont sollicitées pour l’entretien de la structure selon les règles d’hygiène, c’est l’occasion de parler de beaucoup de choses : hygiène, chaîne du froid...”

“ A l’épicerie sociale, rien n’est gratuit ; même si ce sont des sommes infimes... Je paie, donc je ne suis pas redevable... On garde sa dignité... On est encore debout.”



Des ateliers variés

Les ateliers-dégustation travaillent autour d'un produit peu connu ou largement distribué par les Banques Alimentaires ; les ateliers-démonstration valorisent les produits de l'aide alimentaire. Les ateliers-cuisine rencontrent un grand succès avec les **37 cuisinettes mobiles** mises à disposition du réseau : facilement transportables, elles permettent à un responsable, souvent accompagné d'une diététicienne ou d'une conseillère en économie sociale et familiale, de rendre visite aux différentes associations et de préparer avec les bénéficiaires des repas qu'ils dégusteront ensemble ou qu'ils emporteront chez eux. Ils en profitent pour favoriser le dialogue entre les participants qui réapprennent à « faire » et se revalorisent en échangeant. Ces ateliers-cuisine sont organisés pour développer des compétences et redonner confiance en soi : les participants redécouvrent les plaisirs simples d'un repas cuisiné et partagé. Ils s'ouvrent également aux autres à travers la découverte de leurs recettes et de leurs coutumes ; l'aspect ludique de ces ateliers contribue à chasser le découragement, la honte, la peur et le manque d'envie. La Banque Alimentaire de Montpellier a évalué ses ateliers : **100% des participants sont satisfaits pour l'ambiance, 92% pour l'animation, 83% pour le contenu technique ; 92% souhaitent poursuivre l'expérience qui permet de réels échanges.**



A cette occasion, le guide « les ateliers-cuisine par le menu », co-écrit par la Banque Alimentaire 34 et la FFBA pour aider à leur mise en place est disponible depuis avril 2011 et en libre accès sur le site internet. Un livre de recettes, financé par la CPAM, a été aussi imaginé par la Banque Alimentaire de Pau, pour accompagner ces ateliers.



En chiffres

- Ateliers cuisine en 2010 : **+45%** par rapport à 2009
- Nombre de participants : **+35%** par rapport à 2009



	2009	2010
Ateliers-dégustation	47	115
participants	441	1 359
Ateliers-démonstration	83	93
participants	1 479	2 116
Ateliers-cuisine	988	1 407
participants	6 366	8 090

Apporter leur contribution au travail d'inclusion sociale des associations partenaires

L'aide alimentaire est aussi un levier pour mettre en place des actions sociales d'insertion et d'intégration

- **La distribution de l'aide alimentaire permet aussi d'aider les bénéficiaires dans leurs autres préoccupations** : les associations peuvent alors les conseiller pour diverses démarches administratives, professionnelles (CV, formations...), les orienter, les préparer à l'autonomie et leur donner foi en l'avenir.
- **Les Banques Alimentaires favorisent également la création d'emplois aidés** en s'approvisionnant, par exemple, aux Paniers de la mer ou aux Jardins de la Méditerranée, associations qui mettent en place des chantiers d'insertion pour récupérer des produits non commercialisables et les reconditionner ; c'est en même temps un moyen d'améliorer la qualité de leurs approvisionnements.
- **Certaines Banques Alimentaires prennent des jeunes en contrat de professionnalisation et les forment pour entrer dans la vie professionnelle** : c'est ce qui se passe dans les Deux-Sèvres. D'autres proposent des **emplois d'insertion** ou même organisent des **ateliers d'insertion** comme à Nantes, à Strasbourg, à Angoulême ou à Clermont-Ferrand. En Charente, la Banque Alimentaire a confié cette année à 35 salariés en contrat aidé l'approvisionnement d'une trentaine d'associations partenaires ; en plus de la formation technique, cette activité offre un travail d'accompagnement, de resocialisation, de remise en confiance et de réapprentissage en vue d'un retour vers un emploi « classique ».

La Banque Alimentaire travaille avec les partenaires de l'emploi mais aussi avec les entreprises du secteur Grand-Angoulême. Le résultat est éloquent puisque sur 15 sorties de salariés cette année, 10 sont positives. A Strasbourg, 14 des 18 salariés sont en contrats aidés, et travaillent avec les bénévoles ; ils sont suivis par une assistante sociale et passent tous un permis cariste ; ils reçoivent des formations en fonction de leurs projets professionnels : métiers des services à la personne, BAFA, conduite et maîtrise de la sécurité routière, informatique... Une personne sur 4 doit être reclassée en emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois). En 2010, 3 ont signé un CDI : un à la Banque Alimentaire, un dans une minoterie de Strasbourg fournisseur de la Banque Alimentaire, un dans une entreprise de transport prestataire de la Banque Alimentaire.

- **Certaines Banques Alimentaires accueillent aussi des jeunes en mesure de réparation** : à Bourges, Clermont-Ferrand, Montpellier ou Toulouse, parfois même des jeunes exclus de lycées comme au Havre. Dans le Loiret, la Banque Alimentaire reçoit des jeunes d'un centre de rééducation fermé avec leur éducateur pour la collecte et le tri. D'autres sont des centres agréés TIG (Travail d'Intérêt Général) : par exemple, les Banques Alimentaires de Bordeaux, Chartres, Nantes ou encore celle du Vaucluse, laquelle a accueilli 247 jeunes sur 4 ans.



Témoignages de bénévoles

“ Un homme, 40-45 ans, arrivé ici il y a 5 ans. Il tenait un hôtel avec son épouse. Divorce, perte de l'hôtel, faillite... Il était tombé plus ou moins dans l'alcool. Pas vraiment de qualification. Il se retrouvait dans un petit studio meublé. On lui a proposé de s'impliquer bénévolement dans l'épicerie ; il est entré sur l'atelier d'insertion. On a travaillé sur ses savoir-faire, consulté les offres régulièrement avec lui... Maintenant il a signé un CDI après un contrat aidé, il travaille aux HLM.”

“ Une femme d'une cinquantaine, dépressive... Une carrière de coiffeuse, mais sans travail car, à son âge, coiffeuse, on ne trouve pas. Divorce, dettes de loyer, logement plus ou moins insalubre... Le ressort, là, c'était clairement le logement. A chaque fois qu'on la voyait, il y avait une catastrophe de plus qui s'annonçait. Parfois les gens sont tellement dans une spirale... Elle avait du mal à rester chez elle. On a travaillé sur un relogement. Dès qu'il y a eu ça, elle a pu vite trouver un emploi. Elle a été saisonnière mais elle a réussi à rebondir... Comme elle avait un travail, on a pu lui obtenir un prêt pour avoir un véhicule... Maintenant, c'est quelqu'un qui va tout à fait bien et qui continue à s'investir dans l'épicerie quand elle a du temps.”



Lutter contre le gaspillage et être acteur d'une politique de développement durable

Les Banques Alimentaires souhaitent lutter contre le gaspillage présent à chaque étape de la chaîne alimentaire : durant la transformation du produit, son transport, sa distribution mais aussi dans les foyers. Selon une enquête de l'ADEME⁽⁵⁾ de 2009, chaque Français jette en moyenne par an 7 Kgs de produits alimentaires encore emballés non entamés ; si l'on y ajoute les restes cuisinés, le pain rassis, les fruits et légumes avariés, les déchets atteignent 20Kgs par an et par personne : ainsi, les ménages français jettent environ 1 300 000 tonnes de denrées alimentaires par an.

En chiffres

Chaque Français jette par an **20Kgs** de déchets alimentaires :

- **13Kgs** de restes de repas (pain, fruits et légumes abîmés non consommés...)
- **7 Kgs** de produits encore emballés non entamés
- soit **1,3 millions** de tonnes de denrées alimentaires jetées par les ménages français en 2010

- Les Banques Alimentaires doivent faire preuve d'une très grande souplesse et d'une forte réactivité **pour récupérer les denrées vouées à la destruction** et pour mettre les produits frais à disposition des associations dans les délais les plus rapides et dans les bonnes conditions de sécurité alimentaire : c'est le résultat du travail quotidien de la récolte journalière.
- Par ailleurs, **SITA** (groupe Suez environnement) et la **FFBA ont signé une convention de partenariat** le 23 novembre **pour mesurer l'impact écologique des Banques Alimentaires dans leur lutte contre le gaspillage**. L'étude, effectuée auprès de la Banque Alimentaire du Bas-Rhin, a évalué et comparé les émissions de gaz à effet de serre engendrées de manière directe ou indirecte par 2 systèmes, l'un avec action de la Banque Alimentaire, l'autre sans ; sur la base des données de 2009, selon la méthode Bilan Carbone de l'ADEME, la prise en charge des refus de production et invendus des IAA, GMS et Producteurs par la Banque Alimentaire a généré 370 téqCO₂ (tonne équivalent de dioxyde de carbone) ; sans l'action de la Banque Alimentaire, la gestion des aliments « non sauvés » générerait 2 127 téqCO₂, soit 6 fois plus d'émissions de gaz à effets de serre. Ainsi **l'action des Banques Alimentaires permet d'offrir de la nourriture aux démunis en évitant le gaspillage, mais**

Les Banques Alimentaires luttent contre ce gaspillage en sauvant **50 000 tonnes de denrées** par an soit l'équivalent de **100 millions de repas**

Un repas = 3 Kgs de gaz à effet de serre

aussi de participer au développement durable en réduisant l'impact environnemental de l'ensemble des parties prenantes : IAA, GMS, producteurs.

- Enfin, **les Banques Alimentaires s'investissent aussi dans la gestion des déchets**. A la Banque Alimentaire de Bordeaux, une initiative intéressante a été menée : à la suite d'une étude de 6 mois menée par Agrisud et le centre social de Bordeaux-Nord, il a été constaté que sur 1 200 tonnes de fruits et légumes récupérés dans les GMS, 200 tonnes ne sont pas directement consommables ; des TPE (Très Petites Entreprises) ont donc été créées pour récupérer, transformer et commercialiser ces denrées avec des contrats aidés ; à Strasbourg, **les légumes qui ne peuvent être distribués, servent de compost pour les Jardins de la Montagne Verte**, association d'insertion, et **la viande impropre à la consommation humaine est donnée à la SPA**.



(5) ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.



EN 2010, DES COMPÉTENCES RENFORCÉES

La loi de modernisation de l'agriculture du 27/07/2010 a donné un statut juridique à l'aide alimentaire et a instauré une politique publique globale : les Banques Alimentaires doivent donc faire remonter à l'état les indicateurs nécessaires sur les bénéficiaires et les denrées distribuées, de manière homogène. Cette nouvelle contrainte nécessite une modernisation du réseau. Désormais, la bonne volonté n'est plus suffisante : salariés et bénévoles doivent se former et acquérir de véritables savoir-faire et de nouvelles compétences. Les Banques Alimentaires ont reçu 6,5 millions d'euros grâce à ce plan de relance qui concerne deux grands domaines : l'informatique et la logistique. 2010 a aussi vu la communication se développer et le réseau se consolider.

L'informatique

Le nouveau programme met en place 3 systèmes qui se complèteront

- **Un premier système, «VIF»,** a été adopté en 2010 pour les Banques Alimentaires : il permet **une meilleure traçabilité des produits, une gestion des stocks et des flux de denrées plus efficace** ; ce système équipe peu à peu le réseau FFBA qui a formé des référents pour aider les Banques Alimentaires : 3 Banques Alimentaires ont migré en juin, 6 ont suivi en 2010 ; depuis janvier 2011, **9 banques par mois migrent sur le nouveau système et tout le réseau devrait être couvert à la fin de 2011**. Cette mise en place progressive permet des ajustements et facilite le passage nécessaire vers ce nouvel outil.
- **Un deuxième système, destiné aux associations partenaires** des Banques Alimentaires, a été développé et sera déployé en 2011/2012 : c'est le logiciel «Passerelle» qui permettra aux associations de **mieux gérer leurs stocks et leurs flux de denrées** ; il leur procurera des données plus fiables sur la situation globale de leurs bénéficiaires, ainsi que sur **l'origine et la quantité des denrées distribuées**. Ce logiciel sera mis **gratuitement en place** dans toutes les associations partenaires qui le souhaitent. Une fois consolidées, ces données anonymes seront transmises aux pouvoirs publics qui disposeront ainsi de bases fiables sur l'évolution du nombre et du profil des personnes aidées.
- **Enfin, un système de consolidation des données issues de «VIF» et de «Passerelle» est en cours de validation** : il s'agit de l'Infocentre FFBA qui permettra aux Banques Alimentaires et à la FFBA de mieux piloter leur activité.

Pour accompagner cette évolution, un grand nombre de formations est régulièrement assuré à la FFBA, dans les Banques Alimentaires et dans les associations ; des référents sont à la disposition de ceux qui le souhaitent et des guides d'emploi des systèmes sont mis en ligne ou distribués ; dans chaque OTR, la Banque pilote, qui a testé le nouveau système, apporte également ses compétences aux autres.

Grâce au plan de relance, ce dispositif ambitieux a pu bénéficier d'un budget de 3,09 millions d'euros.

La logistique

Dans le cadre du plan de relance de l'économie, une enveloppe de 3 385 000 euros a été allouée à la FFBA, afin de soutenir aussi la modernisation des installations logistiques et d'améliorer le fonctionnement de 56 Banques Alimentaires qui doivent faire face à une augmentation des besoins et des capacités de dons des GMS et des IAA. Cette somme a été affectée à trois catégories de réalisations.

■ L'aménagement des bâtiments pour 783 200 euros :

il a ainsi été possible de participer au **financement de l'extension de certains entrepôts, aux travaux de remise à niveau de certains autres et même à la construction de nouvelles installations**. Dans ce cadre, 7 opérations majeures ont été conduites : construction de nouveaux entrepôts pour les Banques Alimentaires de l'Aisne et de la Dordogne ; déménagement dans des locaux plus vastes des Banques Alimentaires de l'Indre et Loir, du Loir et Cher et de la Somme ; extension de la surface de stockage de la Banque Alimentaire du Bas Rhin. **Au final, la capacité de stockage du réseau dans son ensemble a été augmentée de 4 673 m², soit une augmentation de 6 % de la surface jusque-là disponible, ce qui permet de stocker près de 4 000 palettes supplémentaires.**

■ L'acquisition de chambres froides et de matériel de manutention pour 2 180 700 euros :

32 Banques Alimentaires ont pu améliorer leur capacité à conserver des produits sensibles en chambre froide négative ou positive. Certaines d'entre elles ont aussi pu se doter d'une chambre de tri sous température contrôlée pour trier les produits frais récoltés quotidiennement. **Le volume supplémentaire obtenu se répartit en 2 210 m³ de chambres froides positives, 2 305 m³ de chambres froides négatives et 285 m² de chambres de tri.** Dans ce domaine, ce sont les Banques Alimentaires du Vau-



cluse, de Nancy, de la Charente maritime, de Toulouse, du Morbihan et de la Gironde qui ont le plus spectaculairement amélioré leur capacité de stockage.

■ La participation à l'achat de véhicules frigorifiques pour 421 100 euros :

Cette somme a contribué à l'achat de **22 véhicules frigorifiques**, maillons essentiels de la conservation de la chaîne du froid.

Outre-Mer

A l'allocation budgétaire faite au profit du réseau métropolitain, il convient d'ajouter les enveloppes consacrées aux **départements d'outre-mer : Guadeloupe 300 000 €, Martinique 130 000 € et La Réunion 300 000 €.**

Un plan d'investissement est en cours d'élaboration pour chacun de ces départements et sera mis en œuvre en 2011.

Tous ces travaux ont été menés en cohérence avec le volet informatique du plan de relance matérialisé par le déploiement du logiciel VIF. C'est ainsi que la FFBA a réalisé le « Manuel opérationnel logistique », qui définit une organisation cible des entrepôts ainsi que les procédures à appliquer dans le traitement des denrées alimentaires selon leur type et leur origine. De ce fait, des progrès notables sont en cours dans la gestion des stocks et des flux ainsi que dans le domaine de la traçabilité des produits, notamment ceux provenant quotidiennement de la grande distribution. Mais surtout, l'élan ainsi donné a eu un effet stimulant et de nombreux projets sont en cours d'élaboration ; ils seront mis en œuvre grâce à des partenariats tissés avec des mécènes soucieux de soutenir le réseau dans ses actions.

	2009	2010
Entrepôts	74 468 m²	80 591 m²
Chambres froides		
Positives	7 842 m ²	9 430 m ²
Négatives	4 466 m ²	6 265 m ²
Véhicules	290	316
Dont frigorifiques	179	205
Dont isothermes	12	10
Chariots élévateurs	135	156
Transpalettes	485	533

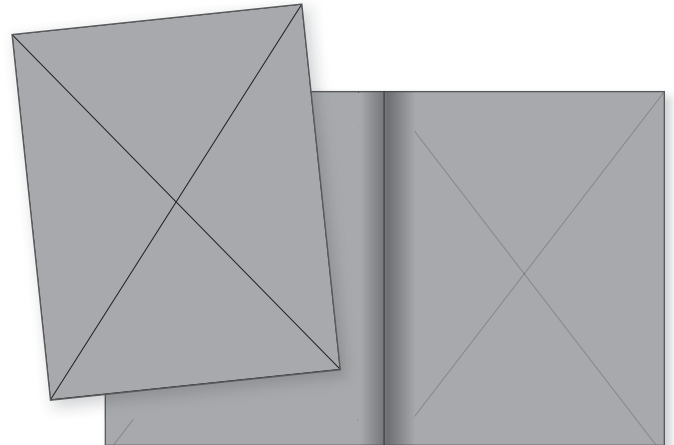
La communication

- Pour progresser, le réseau s'efforce de partager ses informations et ses expériences : grâce à une plate-forme numérique, financée par GrdF, **ba news**, outil de communication spécifique à chaque Banque Alimentaire en direction des associations, des partenaires industriels et des collectivités locales, adopte une forme commune et permet une meilleure cohérence et une plus grande notoriété ; **12 Banques l'ont déjà adopté en 2010**, et d'autres suivront en 2011. Les formations sont aussi déployées dans ce domaine et ont concerné 28 bénévoles en 2010.



- Des supports d'information variés mettent aussi en valeur la force du réseau :

- > un nouveau magazine a vu le jour en 2010 pour faire connaître nos actions à l'extérieur : **BA magazine**, dont la parution est assurée 2 fois par an, allie réflexion et informations. Chaque numéro contient un dossier de fond : l'hypersolidarité dans le premier, la nouvelle ère logistique dans le deuxième...
- > une lettre d'information « **Partages** », plus axée sur l'actualité, est accessible à tous sur internet et envoyée par mail tous les 2 mois.



- Pour la 1^{ère} fois en 2010, **une journée nationale de recrutement de bénévoles a eu lieu** : une carte de France, sur laquelle figurait la liste des postes spécifiques à chaque Banque Alimentaire, pouvait facilement être consultée en ligne par tous les internautes. **1 043 postes répartis en 23 différents profils ont été proposés** : le site a reçu **3 849 visites pour la seule journée** du 30 septembre et l'opération a permis de **recruter 431 nouveaux bénévoles**.

- À l'occasion de la conférence de presse pour la collecte 2010, la Banque Alimentaire de Montpellier a organisé le 19 novembre, au club de la presse, **une exposition de photos sur le thème : « Bénévoles en action à la Banque Alimentaire »** ; prévue pour 15 jours, cette exposition a été prolongée jusqu'à Noël et a pu bénéficier de nombreuses retombées médiatiques.





Les ressources humaines

Un recrutement en hausse

Pour continuer à évoluer les Banques Alimentaires doivent **développer leur politique de recrutement** : 402 salariés et 4 078 béné-

voles s'investissent pleinement avec le sentiment d'appartenir à un réseau de grande envergure, dynamique et solidaire.

Le réseau des Banques Alimentaires

- 79 Banques Alimentaires et 16 antennes organisées en 10 OTR*
- au service de 5 011 associations
- grâce à 4 078 bénévoles
- et 402 salariés (185 en CDI, 217 en CDD dont 203 au titre de l'insertion)
- ont aidé 740 000 personnes
- et distribué 92 500 tonnes de denrées alimentaires

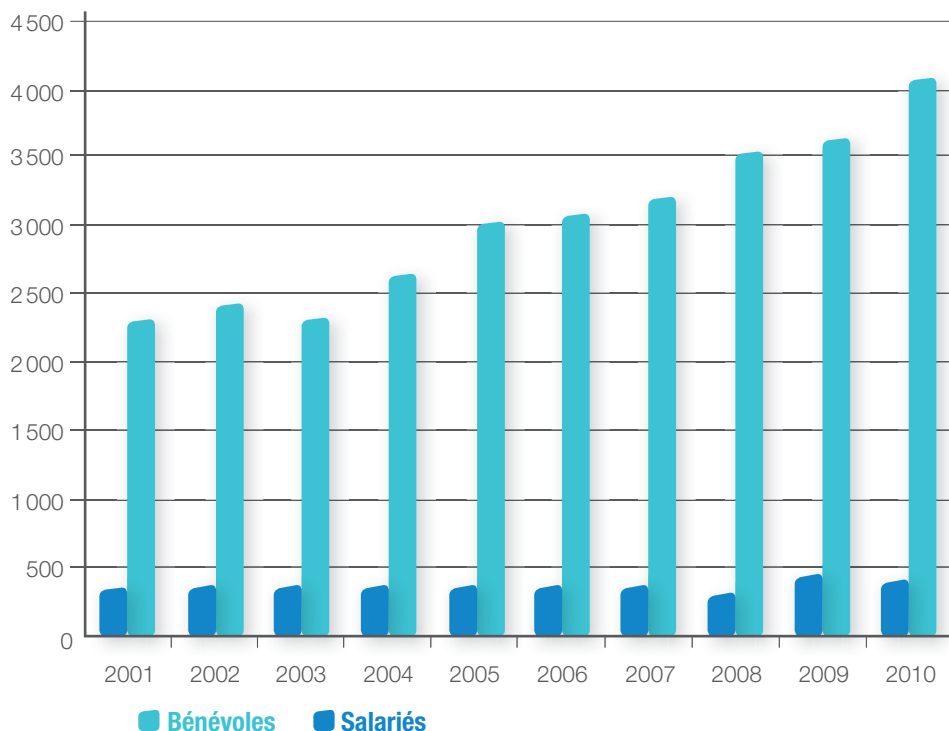
L'Île-de-France n'est desservie que par une Banque Alimentaire : la BAPIF dont les entrepôts et le siège sont situés à Arcueil. Elle est à la recherche de locaux supplémentaires.

Le réseau de la Fédération Européenne des Banques Alimentaires

- 18 pays
- 240 structures
- au service de 27 660 associations
- ont aidé 4,9 millions de personnes
- et distribué 359 960 tonnes de denrées alimentaires

*Organisations Territoriales du Réseau

ÉVOLUTION DE LA SITUATION DU PERSONNEL DES BANQUES ALIMENTAIRES DEPUIS 2001 :



La valorisation du travail effectué par les 4 078 bénévoles en 2010 représente un montant de **35,3 millions d'euros**, soit une hausse de **6,3%** par rapport à 2009.

Un programme de formation adapté d'environ 200 000 euros a permis à 14 800 personnes de se former dans des domaines variés

Les séminaires « comment mieux agir ensemble » permettent chaque année à 10 Banques Alimentaires de réfléchir à leurs modes de fonctionnement et aux améliorations possibles ; autour de leur président, salariés et bénévoles se réunissent pour fédérer l'équipe et mettre en place les futures actions.

il leur permet de réfléchir à la responsabilité de Président de Banque Alimentaire, à l'organisation des équipes et au partenariat avec les associations.

D'autres formations sont assurées dans divers domaines : 25 bénévoles ont participé aux formations **Prospecteurs**, 50 aux formations **Comptables**...

Un séminaire est organisé deux fois par an au profit des nouveaux présidents :



Formations	Participants	Formations	Participants
A l'écoute	380	Formations diverses : <ul style="list-style-type: none"> • Prospection • Comptabilité • Informatique • Plate-forme numérique • Maniement chariot élévateur 	103
À la Sécurité Alimentaire Rhysa Hysa	40 2 690		
Ateliers-cuisines	8 090		

Une organisation structurée



Les OTR

Créées pour renforcer la cohérence du réseau, elles sont soutenues par des chargés de mission. Elles constituent un niveau intermédiaire de concertation et de solidarité entre les Banques Alimentaires et la Fédération et assurent ainsi une bonne approche des préoccupations locales. Les OTR permettent aussi la mutualisation de la prospection, de la distribution des denrées et même des transports comme à Bordeaux.

Un service d'audit

Pour améliorer le fonctionnement du réseau, un service de bénévoles vérifie sur place la mise en œuvre des réglementations et procédures applicables aux Banques Alimentaires : 27 Banques Alimentaires ont été visitées en 2010 ; le cap fixé d'un audit tous les 3 ans de chaque Banque Alimentaire devrait être tenu fin 2011.

De nouveaux statuts

Les statuts proposent désormais le même cadre juridique et la même gouvernance à toutes les Banques Alimentaires et limitent le mandat des administrateurs à 9 ans ; ces statuts ont été approuvés par une Assemblée Générale extraordinaire de la FFBA en janvier 2010 et mis en œuvre par les Banques Alimentaires, au cours de la même année.

Un projet d'orientation

La Fédération a débattu du projet d'orientation pour 2010/2011 qui a fait l'objet d'un vote lors de l'AG de mai 2010 ; dix résolutions ont été retenues et mises en œuvre.



DES INITIATIVES ORIGINALES DANS LES BANQUES ALIMENTAIRES

Pour participer à la réflexion sur la pauvreté

Les Banques Alimentaires doivent à la fois gérer la situation présente et anticiper la situation à venir pour s'y préparer au mieux. Leurs initiatives se multiplient :

- L'année européenne de lutte contre l'exclusion et la pauvreté a permis aux Banques Alimentaires d'organiser de nombreuses journées « portes ouvertes », des forums, des expositions et des ateliers.

La Banque Alimentaire des Bouches-du-Rhône a choisi comme thème : « **précarité-nutrition-santé et lien social** » et a participé au festival des associations Vivacité ; la Banque Alimentaire du Finistère a réuni le président de la Fédération Européenne des Banques Alimentaires (FEBA) et différents réseaux d'aide alimentaire pour des échanges d'expériences ; la Banque Alimentaire du Gers a réalisé avec l'économiste Bruno Parmentier une table ronde autour du thème de son ouvrage : « **comment nourrir l'humanité demain ?** », réunissant élèves, associations, coopératives agricoles et le Crédit Agricole Pyrénées Gascogne ; la Banque Alimentaire de l'Indre a évoqué : « **la situation de l'aide alimentaire dans l'Indre en 2010** » avec le CCAS et le Secours Catholique ; la Banque Alimentaire de Loire-Atlantique a participé à une table ronde sur la question : « **expression et participation des personnes à la société : mythe ou réalité ?** » avec un sociologue, des élus, des associations, et des réseaux d'aide alimentaire ; la Banque Alimentaire du Tarn a organisé un colloque avec le conseil général et régional sur « **alimentation et précarité** » avec N. Darmon et J.P. Poullain comme intervenants.

- La Banque Alimentaire de la Loire a invité les clubs services (Rotary, Lions club...) à organiser leur réunion statutaire avec repas à la Banque Alimentaire, ce qui leur a permis de montrer comment fonctionne une Banque Alimentaire à des responsables du monde économique ; des bénévoles ont préparé le repas et les clubs services ont fait don à la Banque Alimentaire de la somme qu'ils auraient payée dans un restaurant traditionnel.
- La Banque Alimentaire de Bourgogne était à l'honneur à la table de Lucullus lors de la Foire de Dijon en novembre : **les bénéficiaires de la Banque Alimentaire ont en effet cuisiné à 10 mètres d'un chef étoilé et réalisé leurs propres plats** ; le repas fut suivi de conférences sur la nutrition et la santé, puis d'un cours de cuisine par l'amicale des cuisiniers à partir des denrées fournies par la Banque Alimentaire, enfin d'un concert : une vraie journée de solidarité.



- La Banque Alimentaire du Rhône participe aux réunions de la **coordination alimentaire** : c'est un espace de rencontres et d'échanges qui fait **travailler ensemble les acteurs des secteurs associatifs et publics** (Ville de Lyon, Conseil Général, Ville de Villeurbanne, DDCS) **en lien avec les publics en précarité**.
- A Nice, de nombreux bénévoles parcourent les établissements scolaires depuis la maternelle jusqu'au supérieur pour **sensibiliser les jeunes aux valeurs de solidarité et de partage** ; ces derniers sont souvent à l'origine de projets et d'initiatives dynamiques. **La Banque Alimentaire est intervenue dans 1 070 classes de 100 écoles, auprès de 24 000 élèves** ; ces opérations de sensibilisation ont aussi permis de **collecter 25 tonnes de denrées**. Dans l'Ain, les lycéens sensibilisés par des bénévoles sont ensuite intervenus auprès des plus jeunes ; à Toulouse, la Banque Alimentaire a mobilisé 350 étudiants de l'Institut de Gestion Sociale de Blagnac qui ont parcouru les villes de Toulouse et Blagnac par groupe de 10 ; vêtus de tee-shirts aux couleurs de la Banque Alimentaire, ils ont distribué des prospectus pour recruter des bénévoles et à l'aide d'un coupon-réponse ont rassemblé les coordonnées des contacts ; à Lyon, toute une promotion de l'ESDES (école de management) s'est mobilisée pour la collecte annuelle : plus de 200 jeunes ont collecté 32,5



tonnes de denrées dans 9 hypermarchés. A Périgueux, un IUT a tutorisé un autre type de projet : une épicerie sociale s'est ouverte pour les étudiants, animée par des étudiants.

- Le réseau doit aussi anticiper l'évolution de la précarité s'il veut répondre de manière satisfaisante aux nouveaux besoins** : c'est le sujet du colloque FFBA, organisé le 16/12/2010 à Paris autour du thème : « **demain, une aide alimentaire pour les classes moyennes ?** ». Ce colloque a réuni F. de Jouvenel, directeur de Futuribles et J. Damon, ancien président de l'ONPES (Observatoire National de la Pauvreté et de la Solidarité) ; la réflexion a porté sur les nouveaux visages de la pauvreté et sur la meilleure manière de réagir aux nouvelles situations.

Pour récolter plus de denrées

Pour répondre à l'augmentation des demandes de denrées, les Banques Alimentaires s'efforcent de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement :

- La FCD, Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution, a organisé en juin un séminaire avec la FFBA pour réfléchir à la pratique du **don par les GMS** : pour résoudre les problèmes de collecte aussi bien que pour réfléchir à des systèmes innovants comme le « couponing ».
- Le marketing solidaire se développe** : les bons Carrefour du 2 au 16 novembre, ou les bons Carrefour Market du 20 au 30 novembre 2010 ont permis aux clients d'offrir près de 95 tonnes de nourriture aux Banques Alimen-

taires. Carrefour et Kraft Foods se sont associés pour proposer une opération : pour chaque produit café ou chocolat acheté, Kraft Foods reverse aux Banques Alimentaires l'équivalent d'un « café gourmand » lors d'une animation dans 143 magasins Carrefour pendant les 2 premiers week-ends de novembre.

- Le réseau est aussi entré dans l'ère du e-commerce** : sur les sites web de certains supermarchés et commerçants en ligne, un dispositif permet aux internautes qui font leurs courses d'effectuer des dons de produits en deux clics grâce au système de Proxi Business. Primeale s'est fixé comme objectif de récolter 25 tonnes de légumes pour les Banques Alimentaires, sur le site « **je fais ma BA** », **l'internaute peut soit enregistrer le code-barre de son achat soit participer à un jeu pour faire gagner des légumes supplémentaires aux Banques Alimentaires** ; des opérations similaires sont menées par Sara Lee pour offrir du café, ou par Campbell pour proposer les soupes Royco. Carrefour a imaginé un jeu sur son site e-solidaire : en cliquant sur les légumes, l'internaute fait un don aux Banques Alimentaires.



Ces opérations témoignent d'une démarche innovante qui cherche à impliquer de nouveaux consommateurs dans l'action des Banques Alimentaires.

- **Des opérations locales sont à signaler** : l'opération Fruit-malin en Bourgogne permet de **recupérer les fruits non cueillis** au moment de récoltes abondantes, **pour les offrir aux démunis** ; elle permet aussi de fabriquer des jus de fruits et des confitures avec l'aide des municipalités et des entreprises pour le stockage et le traitement des fruits ; l'amicale des retraités, qui cultive des pommes de terre, en a offert 8 tonnes à la Banque Alimentaire de Vendée...
- Au SIRHA ⁽⁶⁾ de Lyon, les Banques Alimentaires ont **recupéré toutes les denrées non emportées par les expo-**

(6) SIRHA : Salon International de la Restauration, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation.



sants et ont rempli 12 camions : plus de 16 tonnes de produits ont ainsi été récoltées en 3h par 60 bénévoles.

Pour financer plus de projets

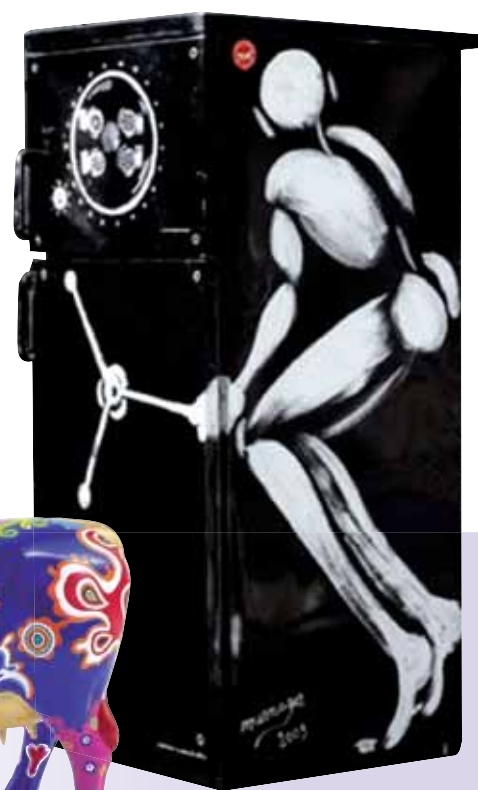
Le déploiement d'activités suscite de nouveaux projets pour lesquels les Banques Alimentaires recherchent des financements supplémentaires.

Des ventes aux enchères sont organisées :

- **50 statues de vaches, exposées à Bordeaux dans le cadre de la cow parade**, ont été vendues aux enchères et ont permis à la Banque Alimentaire de récolter **190 000 euros pour la création d'une cuisine solidaire** : avec 12 associations partenaires, elle aura une triple fonction : préparation de repas à livrer aux bénéficiaires des associations, accueil des personnes, repas des salariés et bénévoles ; la Banque Alimentaire a aussi proposé aux **enchères de grands crus qui lui ont été offerts, augmentant ainsi sa notoriété et récoltant 80 000 euros.**
- **La BAPIF a exposé au Musée des Enfants du Jardin d'Acclimatation 28 vieux frigidaires récupérés et revisités par des artistes contemporains renommés** (Miss-Tic, Mesnager, Bénédicte d'Albas...) et le commissaire-priseur Pierre Cornette de Saint-Cyr a animé la vente aux enchères.

Les événements culturels ou festifs, dont les bénéfices sont versés aux Banques Alimentaires, se multiplient :

- **Concerts de solidarité** pour la Banque Alimentaire du Bas-Rhin, **places de concert** vendues au profit de la Banque Alimentaire de l'Hérault lors du festival de **Radio-France et Montpellier** Languedoc-Roussillon, **loto** annuel du **Lions club** pour la Banque Alimentaire de l'Ardèche-Drôme, **démonstrations** du Comité Régional de **Judo** pour la Banque Alimentaire des Bouches-du-Rhône, **vente de travaux manuels** de l'Association Pentagone pour la Banque Alimentaire de la Vendée...



LE DÉVELOPPEMENT DU MÉCÉNAT EN 2010

Des liens noués entre les Banques Alimentaires et des acteurs locaux

Aujourd'hui, pour accompagner leur évolution, les Banques Alimentaires multiplient les contacts avec les différents acteurs de la région :

- **Les Banques Alimentaires approchent les institutions d'une manière nouvelle** (conseils régionaux et départementaux, ARS⁽⁷⁾, mairies, DDAS⁽⁸⁾, CAF⁽⁹⁾) **et essaient de créer de véritables partenariats avec elles.** La Banque Alimentaire de l'Aisne s'est installée sur un terrain jouxtant la Cité de la Solidarité, terrain mis à disposition par la Ville de Saint-Quentin qui a aussi financé les aménagements extérieurs ; elle a également bénéficié d'une aide financière de l'État, du Conseil Général et de certaines collectivités locales. Grâce au soutien de la mairie, la Banque Alimentaire de Mont-de-Marsan partage ses locaux avec les Restos du Cœur et le Secours Populaire ; un grand quai commun facilite les échanges de denrées. La Banque Alimentaire de Haute-Savoie a pu rénover son entrepôt grâce à l'aide de l'État, du Conseil Général et de 80 communes. Les problèmes de société nécessitent désormais une coopération étroite entre les élus et les associations.
- **De nombreux clubs services** : Lions clubs, Rotary, Kiwani **fournissent des équipes de bénévoles** essentielles au fonctionnement de la collecte nationale ; ils assurent aussi régulièrement **un soutien financier** pour faire face aux frais de fonctionnement et d'équipement des Banques Alimentaires : grâce aux 4 clubs Rotary de Brest et de Landerneau, un chèque de 9500 euros a été remis à la Banque Alimentaire du Finistère afin de remplacer son chariot élévateur.
- La Banque Alimentaire du Béarn et de la Soule propose un **nouvel outil de solidarité aux entreprises** de sa région : **un fonds de dotation** ; le noyau de démarrage du MESA, Mouvement des Entreprises pour une Solidarité Alimentaire, constitué par la caisse régionale du Crédit Agricole Pyrénées Gascogne, de DBI, d'Euralis et de la SA Laguillon, croit au développement de la solidarité de proximité. En participant à ce fonds de dotation, les entreprises constituent une chaîne de solidarité et se positionnent comme acteurs sociaux de la région.
- Les Banques Alimentaires du Nord et du Pas-de-Calais obtiennent une **participation de chaque client volontaire** qui utilise sa **carte bleue du Crédit Agricole** du Nord-Pas-de-Calais.
- **Des relations se nouent aussi avec les mécènes locaux** : les travaux de réhabilitation de la Banque Alimentaire du Cher et de ses 1 200 m² ont été entièrement financés par un **mécénat d'entreprises** de la région : en quatre ans, environ 600 000 euros ont été réunis par 20 entreprises locales pour les travaux nécessaires et pour le matériel, permettant ainsi de centrer le budget courant sur le fonctionnement de l'entrepôt et l'embauche de personnel.

(7) ARS : Agence Régionale de Santé.

(8) DDAS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

(9) CAF : Caisse d'Allocations Familiales.



Des conventions signées entre la FFBA et des entreprises mécènes

La FFBA va aussi chercher un concours financier auprès d'entreprises mécènes, qui souhaitent concilier performance économique, progrès social, respect de l'environnement et implication sociétale ; ensemble, elles montrent une volonté de construire de véritables partenariats et d'ouvrir de nouvelles voies :



Axa Atout Cœur va permettre de diffuser le Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène alimentaire auprès des 5000 associations partenaires et nous apporte son aide pour les affiches de la collecte. Les salariés de l'entreprise se mobilisent également pour la collecte nationale.



Outre ses dons réguliers de produits alimentaires, Casino met en place un mécénat de compétences en incitant ses salariés à participer à la collecte nationale : 42 salariés ont ainsi donné 87 jours de travail aux Banques Alimentaires en 2010.



Le groupe Decaux met à disposition 300 espaces d'affichage de 4x3 mètres en banlieue parisienne et en province au mois de Novembre pour médiatiser la collecte nationale.



Comme en 2009, la FFF a apporté son soutien avec une contribution financière.



Avec une convention triennale, Cargill assure un soutien à nos actions de communication et de marketing : développement d'outils multimédia et site internet ; outre ses dons en nature, l'entreprise apporte un appui financier aux besoins logistiques des Banques Alimentaires ; les sites implantés dans 12 départements se sont fixé un objectif à atteindre lors de la collecte pour laquelle les salariés se sont également mobilisés.



Dans le cadre de la convention avec la FFBA, la CNR apporte pour la 3^e année consécutive un appui financier notable à 5 Banques Alimentaires de la vallée du Rhône ; lors de la collecte annuelle, elle fournit une aide logistique et favorise la participation de ses agents bénévoles.



La fondation Carrefour fournit une aide logistique en apportant une contribution pour l'achat de 13 véhicules, 1 chambre froide, 1 chariot élévateur en 2010. Ainsi, depuis 2002, l'entreprise a participé à l'acquisition de 64 véhicules frigorifiques, 4 chambres froides et 1 chariot élévateur pour chambre froide.



Depuis 3 ans, la Fondation finance l'achat de 8000 sacs isothermes nécessaires à la distribution des denrées aux associations.



La Fondation Stavros Niarchos participe au financement de la transformation informatique des Banques Alimentaires et finance le nouveau site internet qui a vu le jour en mars 2011 ; elle contribue aussi à former les bénévoles à leur utilisation.



La convention signée avec GrDF permet un partenariat qui se développe sur tout le territoire. GrDF mobilise ses salariés autour de la collecte nationale : entre 1500 et 2000 collaborateurs s'y investissent directement ou indirectement, une soixantaine de véhicules et des entrepôts sont mis à disposition par l'entreprise ; par ailleurs, le site GrDF de Toulouse offre des bacs de stockage, celui de l'Alsace un outil de pesage, celui d'Annecy un camion frigorifique, celui du Lot et Garonne un véhicule utilitaire, celui de l'Eure une camionnette... enfin, cette convention a permis la conception et la mise en oeuvre d'une plate-forme numérique : elle aide chaque Banque Alimentaire à éditer son journal afin de mieux communiquer avec les collectivités locales.



Fidèle partenaire depuis 1998, Kraft Foods a permis en 2010 de développer les ateliers-cuisine, de financer les affiches et la publication des recettes de cuisine ; de plus, grâce à la coopération de Kraft Foods et du CNIEL, un guide des ateliers-cuisine a été édité début 2011.



malakoff médéric

Malakoff Médéric s'engage à nos côtés dans la formation des personnes avec la mise en place d'un nouveau module de formation pour les présidents de Banque Alimentaire ; le groupe participe également à la formation des bénévoles grâce à des outils performants : création d'un outil d'apprentissage en ligne, le e-learning, pour les 95000 bénévoles de la collecte nationale, livret d'accueil personnalisable par chaque Banque

Alimentaire pour les nouveaux collaborateurs ; il coopère aussi à la campagne de communication pour le recrutement des bénévoles et pour la collecte nationale, à laquelle certains de ses salariés participent.



Picard a offert 402 congélateurs en 2010, ce qui porte à 1928 le nombre de congélateurs offerts depuis 2003.

M&CSAATCHI.GAD

Le groupe Saatchi GAD conçoit les campagnes de publicité du réseau : affiches, spot radio, film TV, bannières internet pour la collecte ou pour d'autres événements comme la campagne de recrutement des bénévoles de septembre 2010.



Le groupe Saint-Hubert accompagne la campagne d'affichage pour la collecte de novembre.



Sita (groupe Suez environnement) met en place un mécénat technologique en lançant une étude sur l'impact écologique des Banques Alimentaires dans le domaine de la lutte contre le gaspillage des aliments, à partir de l'exemple de la Banque Alimentaire du Bas-Rhin.

Toutes ces entreprises solidaires des Banques Alimentaires sont nommées pour leurs actions particulières en 2010 ; d'autres entreprises ont aussi conclu des accords avec la FFBA début 2011.



ANNEXE FINANCIÈRE

Les chiffres commentés ci-après sont établis sur la base des états comptables réalisés par 78⁽¹⁾ des 79 Banques Alimentaires du réseau, auxquelles a été ajoutée la FFBA. Ce sont donc des chiffres consolidés, dont l'objet est de donner une vision globale du réseau des Banques Alimentaires.

Pour autant, chaque Banque Alimentaire constitue une entité juridiquement autonome et comme telle responsable de son équilibre financier.

Alors que les comptes d'exploitation et bilans des Banques Alimentaires et de la FFBA ont été visés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable, la consolidation est une consolidation pro-forma, non certifiée. Elle donne cependant une image économiquement significative du réseau des Banques Alimentaires.

Compte de résultat

Méthodologie

Le compte de résultat présenté a été établi en cumulant les comptes d'exploitation de chacune des 78 Banques, ainsi que celui de la FFBA. Les flux internes à ce périmètre (cotisations payées par les Banques à la FFBA, matériel de com-

munication fourni par la FFBA aux Banques Alimentaires, utilisation de la subvention reçue de l'État dans le cadre du plan de relance de l'économie, aide au transport et à la transformation de denrées...) ont été neutralisés.

Analyse

Ressources

Elles ont atteint un total de 24122 K€, en progression de 20% par rapport à 2009. Les principaux éléments sont les suivants :

- **Subventions accordées par l'État (5998 K€ soit 24.9% du total) :** les principales composantes en sont la subvention accordée par l'État à la FFBA dans le cadre de la convention triennale 2009-2011 (1050 K€), le montant accordé pour se procurer des denrées dans le cadre du PNAA supplémentaire (2058 K€), le remboursement des frais de gestion PEAD (454 K€) et les subventions accordées aux Banques Alimentaires par les services déconcentrés de l'État (2147 K€).
- **Subventions accordées par les collectivités locales :** les collectivités locales soutiennent les Banques Alimentaires installées dans les départements de leur ressort de façons très diverses et avec un niveau d'engagement très variable. Ce soutien, essentiel, atteint 4272 K€ (17.7% du total)

(1) Représentant 99,6% de la totalité de l'activité des Banques Alimentaires.

- **Aide à l'emploi (2125K€ soit 8.8% du total)** : les Banques Alimentaires emploient 402 salariés, dont 203 sont en contrats aidés.
- **Dons reçus (1362 K€ soit 5.6% du total)** : le réseau des Banques Alimentaires est soutenu financièrement par de nombreuses entreprises (Fondation Carrefour, Kraft Foods, GRDF, Picard Surgelés, Cargill, Sita, fondation S. Niarchos, Jyco, Fédération Française de Football, Compagnie Nationale du Rhône, AXA à tout cœur, Caisses régionales de Crédit Agricole, Laiterie Saint Hubert, D et

O, Cniel, State Street...), qui subventionnent l'achat de matériel ou financent des actions spécifiques (formation, communication...).

- **Participation de solidarité (8 213 K€ soit 34.0% du total)** : de façon à couvrir en partie leurs frais de fonctionnement, les Banques Alimentaires demandent aux associations partenaires auxquelles elles fournissent des denrées un soutien financier. Il représente la principale ressource du réseau.

Emplois

Les principaux postes sont les suivants :

- **Frais de fonctionnement (énergie, entretien, assurance, réparation, transport, déplacements)** : 6 156K€ soit 25.5% du total. Une composante importante en est le carburant, que nécessite la flotte de 314 camions nécessaires à la collecte journalière des denrées auprès de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution.
- **Location** : 1856K€ soit 7.7% du total. Quoique les Banques Alimentaires s'efforcent d'obtenir des locaux gratuits, mis à disposition dans la plupart des cas par les collectivités locales, ce poste de dépenses reste nécessaire.
- **Salaires et charges sociales** : 8 240K€, soit 34.2% du total. Les Banques Alimentaires emploient un total de 402 salariés dont 203 emplois aidés (202 équivalents temps plein).
- **Amortissements et provisions** : 2 468M€ soit 10.2% du total.
- **Autres** : 4 632 K€. La composante la plus importante est le PNAA supplémentaire (2 058K€).
- **Résultat** : l'excédent a atteint cette année le montant exceptionnel de 770K€ (3.2% du total). A noter que, pour la première fois depuis de nombreuses années, la FFBA présente un déficit (-57 K€), dû aux coûts indirects de la mise en place du logiciel VIF.

Compte de résultat – Exercice 2010

INTITULÉ	EXERCICE NET
PRODUITS	
SUBVENTIONS DE L'ÉTAT	5 997 938,88
SUBVENTIONS DE COLLECTIVITÉS LOCALES	4 271 646,00
AIDES A L'EMPLOI / ASP (ex : CNASEA)	2 125 079,00
DONS REÇUS (PARTICULIERS ET ENTREPRISES)	1 361 524,17
PARTICIPATIONS DE SOLIDARITÉ	8 213 271,00
AUTRES	2 152 590,39
TOTAL PRODUITS	24 122 049,44
EMPLOIS/CHARGES	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	6 156 369,00
LOYER ET CHARGES LOCATIVES	1 856 047,00
SALAIRES ET CHARGES SOCIALES	8 239 875,73
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 467 861,58
AUTRES	4 631 584,97
TOTAL CHARGES	23 351 738,99
EXCÉDENT	770 310,45

Compte d'emploi des ressources

Méthodologie

2010 est le deuxième exercice où un compte d'emploi des ressources (CER) est établi. Seules 63 Banques⁽²⁾ ont rempli le document demandé. Pour disposer d'une documentation homogène avec le périmètre couvert par le compte de résultat et le bilan, les opérations suivantes ont été effectuées :

- **Ressources financières** : identiques au compte de résultat consolidé.
- **Contributions volontaires en nature** : 76 Banques Alimentaires⁽³⁾ ont renseigné le document annexe au compte de résultat. Il a été considéré que les 3 Banques Alimentaires manquantes auraient eu un impact négligeable.

Notons de plus que ces ressources, qui constituent l'essentiel des ressources totales du réseau des Banques Alimentaires (93%), sont valorisées suivant des règles strictes :

- **Denrées** : tonnage par famille de produits, valorisé selon une mercuriale calculée à partir de données fournies par l'Institut IRI France.

- **Bénévolat** : le temps passé est valorisé en multiples du SMIC.
- **Prestations en nature** : valorisées suivant les attestations fiscales délivrées aux partenaires ou selon le prix du marché.
- **Affectation des ressources entre les types d'activités** : il a été considéré que les 63 Banques Alimentaires qui ont rempli leur Compte d'Emploi des Ressources étaient représentatives des 78 Banques Alimentaires. Les ressources retracées aux alinéas précédents ont donc été réparties conformément à ce qu'indiquaient les CER cumulés des 63 Banques Alimentaires.

Au CER ainsi établi, a été ajouté celui de la FFBA. Les éliminations internes, établies à partir des flux issus de la FFBA, sont identiques à celles indiquées dans le compte de résultat.

(2) Représentant 81.3 % de la totalité de l'activité des Banques Alimentaires
(3) Représentant 98.8 % de la totalité de l'activité des Banques Alimentaires

Analyse

Ressources

Les ressources (345 417 K€) sont principalement non financières : les contributions volontaires en nature représentent 93.0 % du total. Les principales composantes en sont :

- Les denrées obtenues au titre du PEAD et du PNAA (39.0% du total des denrées valorisées), collectées auprès de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution (43.5%), du grand public par le biais de la collecte nationale de novembre (12.9%) forment l'essentiel des ressources : 283 537 K€, soit 82.1 % du total.
- Le travail accompli gratuitement par les 4 078 bénévoles (1 185 équivalents temps plein) est la deuxième ressource : 36 018 K€, soit 10.4% du total.
- Les prestations en nature (élaboration et confection de matériel publicitaire pour la collecte nationale, mise à disposition de moyens de stockage...) atteignent 1 749 K€ (0.5% du total).
- Les ressources financières (7.0% du total) sont principalement issues de la contribution de solidarité versée par les associations partenaires et des subventions reçues de l'État et des collectivités locales.

Emplois

- 89.2 % du total des emplois (soit 308 165 K€), va à la mission sociale que s'est donnée le réseau des Banques Alimentaires : la fourniture de denrées aux plus démunis.
- Les frais d'appel à la générosité du public se montent à 10 740 K€ (3.1 % des ressources totales). Cette proportion est très faible car, en dehors de la collecte nationale, collecte de denrées menée avec le concours de près de 100 000 bénévoles impliqués à cette occasion, le réseau des Banques Alimentaires ne sollicite pas le grand public.
- Les frais de fonctionnement sont limités à 25 243 K€ (7.3 % des ressources totales). Ils augmentent sensiblement par rapport à 2009 (15 665 K€) du fait de la modernisation des outils logistiques et informatiques, mais restent limités.
- Le solde est principalement dû à l'excédent obtenu cette année.

Compte d'emploi annuel des ressources de la Banque Alimentaire Exercice 2010

EXERCICE			TOTAL 78 BA+FFBA 2010		
EMPLOIS	Ensemble des Emplois	Emplois des ressources collectées auprès du public	RESSOURCES	Ensemble des Ressources	Ressources collectées auprès du public
MISSION SOCIALE	17 301 176	898 960	RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	1 174 181	1 174 181
			AUTRES FONDS PRIVÉS	663 451	
			SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	11 964 898	
FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	697 668	17 346	État (y compris CNASEA)	7 755 178	
			Collectivités locales	4 209 553	
			AUTRES PRODUITS	9 879 553	
			Cotisations	507 422	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 843 014	317 937	Participation de solidarité	7 689 375	
			Autres ressources	1 682 756	
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	22 841 858		TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	23 682 083	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	321 174		REPRISES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	317 641	
ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	178 698		REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS	112 316	
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	770 310		INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	0	
TOTAL GÉNÉRAL	24 112 040		TOTAL GÉNÉRAL	24 112 040	1 174 181
TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS par les ressources collectées auprès du public			TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS par les ressources collectées auprès du public		1 174 181
ÉVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
MISSIONS SOCIALES	290 863 984	40 044 375	BÉNÉVOLAT	36 018 403	
FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	10 041 584		PRESTATIONS EN NATURE	1 749 218	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	20 399 676		DONS EN NATURE : DENRÉES	283 537 624	40 044 375
TOTAL	321 305 245	40 044 375	TOTAL	321 305 245	1 255 736

Méthodologie

Le bilan consolidé a été établi par simple addition du bilan des Banques Alimentaires et de la FFBA. En effet, les créances et dettes inter-Banques, ou celles entre les Banques Alimentaires et la FFBA sont négligeables.

Analyse

Les principaux postes sont les suivants :

- Actif immobilisé (15 806 K€)** : aux composantes traditionnelles de ce poste (camions, chambres froides, chariots de manutention, entrepôts) s'ajoutent les logiciels de gestion des denrées, ce qui provoque une croissance de 43 % par rapport à 2009.
- Actif circulant** : il atteint, au 31 décembre 2010, 17 538 K€, dont 2 907 K€ de disponibilités.

Ce dernier chiffre, en forte diminution par rapport à 2009, est principalement dû à la trésorerie apportée par l'État dans le cadre du plan de relance de l'économie, et disparaîtra en 2011.

- Le passif** est composé de ressources stables (fonds associatifs) à hauteur de 76 %.

Bilan (avant affectation des résultats) – Exercice 2010

INTITULÉ	BRUT	AMORTISS.	NET
ACTIF IMMOBILISÉ			
CONSTRUCTIONS et BÂTIMENTS	6 606 464	1 922 726	4 683 738
LOGICIEL, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	2 114 505	78 138	2 036 366
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	12 925 042	7 403 358	5 521 684
MATÉRIEL DE TRANSPORT	8 270 894	5 370 058	2 900 836
AUTRES	1 471 252	807 959	663 293
TOTAL 1	31 388 156	15 582 239	15 805 917
ACTIF CIRCULANT			
DISPONIBILITÉS ET PLACEMENTS			14 631 383
AUTRES			2 906 937
TOTAL 2	0	0	17 538 321
TOTAL ACTIF 1 + 2	31 388 156	15 582 239	33 344 237
PASSIF			
FONDS ASSOCIATIF			3 152 824
RÉSERVES POUR PROJET ASSOCIATIF			4 727 886
REPORT À NOUVEAU			4 139 463
RÉSULTAT DE L'EXERCICE : EXCÉDENT (DÉFICIT)			(741 164)
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			12 525 386
TOTAL 1			25 286 903
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			639 109
TOTAL 2			639 109
DETTES			
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISS. DE CRÉDIT			2 393 647
DIVERS			5 024 578
TOTAL 3			7 418 225
TOTAL PASSIF (1 + 2 + 3)			33 344 237

Conclusion

L'analyse des données en pages 30 à 34 fait apparaître plusieurs caractéristiques :

- La gestion prudente et parcimonieuse du réseau des Banques Alimentaires reste globalement saine, même si des tensions dues aux frais de fonctionnement générés par les nouveaux outils informatiques apparaissent déjà.
- Le réseau des Banques Alimentaires reste fidèle à sa volonté de s'appuyer sur des ressources gratuites. Elles représentent 93% du total des ressources.
- Le modèle d'organisation des Banques Alimentaires est efficace : les frais de fonctionnement ne représentent que 7.3% des emplois, les frais d'appel à la générosité du public ne s'élèvent qu'à 3.1% des emplois, alors que 89.2% va à la distribution de denrées aux plus démunis.

Conseil d'administration

Composition du Conseil d'administration à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 mai 2010 :

- André Baeumler : BA 68 du Haut Rhin
- Alain Béréziat : BA 34 de l'Hérault
- Franck Bonduelle : BA 44 de Loire Atlantique
- Daniel Doyer : BA 37 de Touraine
- Michel Dubois : BA 40 des Landes
- Annie France Looses : BA 31 de Toulouse et de sa région
- Dominique Glories : Fondation Armée du Salut
- Jacques Laffitte : BA 18 du Cher
- Alain Lucas : BA 352 de Rennes
- Claude Meynal : BA 01 de l'Ain
- Alain Myatovic : BA 59 du Nord
- Jean-Michel Pivin : FFBA
- Bernard Salami : FFBA
- Alain Seugé : FFBA
- Michèle Tessier : BA 27 de l'Eure
- Jean Vandenhautte : Société Saint-Vincent-de-Paul
- Marc Tonnet : BA 64 du Béarn et de la Soule

Composition du Bureau du Conseil d'administration élu à l'issue du Conseil d'administration du 27 mai 2010 :

- **Président** : Alain Seugé
- **1^{er} Vice Président** : Franck Bonduelle
- **2^e Vice Président** : Marc Tonnet
- **Secrétaire** : André Baeumler
- **Trésorier** : Jean Michel Pivin
- **Administrateur** : Alain Béréziat

Les Banques Alimentaires en France



Fédération Française des Banques Alimentaires
 15, rue du Val-de-Marne - 94257 Gentilly Cedex
 Tél.: 01 49 08 04 70 - Fax: 01 49 08 04 71
 e-mail: ffba@banquealimentaire.org
 Également téléchargeable sur www.banquealimentaire.org